

L'hon. M. REID: Il conviendrait que le député au nom duquel le bill est inscrit fût présent, lorsqu'il est discuté. Cependant, ce bill a sans doute été approuvé par le ministère de l'Agriculture; car M. O'Halloran se fait un devoir d'étudier ces projets de loi fort sérieusement. Le président suppléant du comité des bills d'intérêt privé nous a dit que M. O'Halloran et le ministre de l'Agriculture approuvent ce projet de loi, et ainsi, à mon avis, rien ne s'oppose à son adoption. Mais voici le ministre de l'Agriculture lui-même.

L'hon. M. LEMIEUX: La Chambre voudrait savoir si ce projet de loi porte atteinte à quelque intérêt?

L'hon. M. BURRELL: Le ministère ne le croit pas. Nous n'avons aucune objection à faire valoir contre ce projet de loi.

(Rapport est fait sur le projet de loi, qui est lu pour la 3e fois et adopté.)

REPRISE DE LA DISCUSSION GÉNÉRALE DU BUDGET.

Le tableau des projets de loi d'intérêt privé étant épuisé, la Chambre passe aux affaires d'initiative gouvernementale et reprend la discussion générale du budget.

M. TURGEON: Lorsque la Chambre a suspendu sa séance à six heures, je m'efforçais de démontrer l'erreur de la politique suivie par l'Allemagne depuis quarante ou cinquante ans, politique qui lui a attiré les malheurs dont elle souffre maintenant. Le protectionnisme à outrance appliqué par l'Allemagne a été la ruine de sa prospérité. Le capital et le travail ont été détournés de leurs emplois naturellement productifs vers des industries peu lucratives et improductives. La protection, à mon avis, est synonyme d'égoïsme et de défiance. Egoïsme, parcequ'elle veut accaparer tout le profit possible aux dépens des autres pays; défiance, parce qu'elle manque de confiance pour concurrencer les autres nations, sur un pied d'égalité. Le libre échange, de lui-même, implique la fraternité internationale. En temps de paix, lorsque Napoléon Bonaparte, qui était un grand chef civique aussi bien qu'un grand général, trouvait le temps de s'occuper des affaires commerciales de sa chère France, il s'efforçait toujours de faire des traités de réciprocité avec les autres nations, et bien qu'il eût besoin des marchandises de l'Angleterre tout autant que de celles des autres pays, il refusa toujours de faire un traité avec l'Angleterre, parce qu'il détestait ce pays. L'Allemagne déteste toutes les nations

[L'hon. M. Graham.]

qu'elle ne peut enchaîner, et je conseillerais à la Chambre et au pays de ne pas s'inspirer de la politique du peuple allemand.

Le grand empereur François-Joseph, qui a probablement régné plus longtemps qu'aucun autre souverain, s'est à tort laissé éblouir par les séduisantes perspectives que lui demandait Bismarck, au début de son règne. Bismarck lui offrait une perspective de batailles et de conquêtes, et son premier pas a été de prussianiser les universités de l'Autriche, d'orienter l'instruction publique dans le sens contraire aux nobles traditions de l'Autriche-Hongrie et d'adopter le système d'éducation qui a amené la présente catastrophe. Ce n'est pas là un système d'éducation qui nous convienne. Il ne faut tenir aucun compte de ce système, ni des activités politiques, financières ou industrielles de l'Allemagne. Nous savons que système d'éducation a puissamment contribué à la corruption des sentiments du peuple et l'a détourné des idéals humanitaires. Les industries développées sous l'influence de cette éducation décoraient leurs produits de l'étiquette "Made in Germany". Or, bien que leur production industrielle, ait accusé un grand progrès, leur éducation chrétienne a été en baisse. Et considérez quelques unes des choses portant l'étiquette "de fabrication allemande". Les gaz asphyxiants lancés de leurs tranchées vers nos lignes où nos soldats tombaient par milliers dans d'atroces souffrances; des obus fabriqués dans le but de couler sans avertissement nos navires-hôpitaux, avec gardes-malades et blessés, quelques-uns allemands; des fusils fabriqués pour assassiner Edith Cavell à cause de ses services humanitaires—toutes ces choses ont été "fabriquées en Allemagne." Assurément nul amant de l'humanité, nul chrétien aujourd'hui qui jette un regard sur les visées de l'éducation en Allemagne ne saurait offrir ce pays en exemple au monde.

Je désire relever une autre remarque du solliciteur général (M. Meighen) que je suis heureux de voir à son siège en ce moment. On peut croire qu'il ne me sied point d'entrer en discussion avec l'honorable ministre. Il sait la haute opinion que j'ai de ses capacités. Ces capacités sont maintenant universellement reconnues, mais je suis fier de dire que je les apprécie dès son entrée dans cette Chambre.

Je ne peux pas détourner mes regards du fait qu'il a employé son habileté et sa subtilité dans la discussion pour atteindre des buts qui ne lui causeront pas toujours du plaisir quand il les contemple-